Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Religions- und Kulturgeschichte = Revue suisse d'histoire religieuse et culturelle = Rivista svizzera di storia religiosa e culturale

Herausgeber: Vereinigung für Schweizerische Kirchengeschichte

Band: 106 (2012)

Artikel: Exils jésuites, résaux romains et mémoires "blanches" : la naissance d'une fraternité politique au collège Saint-Michel de Fribourg (1827-1847)

Autor: Dumons, Bruno

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-390501

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 15.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Exils jésuites, réseaux romains et mémoires «blanches» La naissance d'une fraternité politique au collège Saint-Michel de Fribourg (1827–1847)

Bruno Dumons

A l'heure du centenaire de la Révolution Française, les «blancs» ont cherché à se distinguer et à montrer combien leur famille politique existait encore malgré la mort récente de leur prétendant Henri V. Là où le légitimisme était encore vivace comme en Lyonnais ou en Provence, se sont tenues des assemblées provinciales, véritables «contre-centenaires réunissant tout ce qu'une province peut compter de notables toujours attachés au parti de la fidélité»[1]. Entre eux, s'est tissée une solide fraternité politique les poussant à œuvrer dans de nombreux secteurs d'activité que ce soient le syndicalisme agricole, l'entreprise de presse ou l'enseignement catholique. Ces multiples engagements dans la société civile qui font suite à l'échec d'une restauration monarchique puisent leur source dans une culture de combat acquise principalement lors de leur éducation au collège. Parmi les participants des deux assemblées provinciales de Lyon et d'Aix qui se sont déroulées en mai 1889, bon nombre ont été façonnés par les pères jésuites. Ils aiment d'ailleurs se remémorer ce temps passé ensemble dans les collèges jésuites, qu'il s'agisse d'Avignon ou de Mongré près de Villefranche-sur-Saône. Pour les plus anciens, c'est le passage au pensionnat de Fribourg qui ranime les souvenirs. Il fut le lieu où les élèves se forgèrent une culture politique fondée sur la légitimité et nouèrent entre eux des amitiés indéfectibles renforcées par le sentiment de l'exil. Nous tenterons donc de mesurer, à partir de cet exemple particulier, les

* Nous remercions vivement les pères jésuites Robert Bonfils, Bernard de Vrégille (†) et Pierre Vallin pour les précieux conseils qu'ils nous ont prodigués au cours de cette recherche ainsi que de l'aide de Francis Python sur la connaissance du Fribourg contre-révolutionnaire. Une première version de ce texte a été présentée au colloque international *Libéralisme et contre-révolution*. Réseaux internationaux et exils politiques en Europe au XIX° siècle à Lisbonne (13 et 14 mai 2010).

1 Compte-rendu et procès-verbaux des séances de l'Assemblée Provinciale du Lyonnais, Forez et Beaujolais tenue à Lyon, les 3, 4 et 5 mai 1889 à l'occasion du centenaire de 1789, Lyon 1890; Compte-rendu de l'assemblée provinciale de Provence tenue à Aix les 11 et 12 mai 1889 à l'occasion du centenaire de 1789, Marseille 1890.

mécanismes de fabrication d'une fraternité politique «blanche» qui animera la plupart des dirigeants légitimistes du Sud-Est de la France à la fin du XIX° siècle dont les réseaux s'étendent sur toute l'Europe monarchiste. Pour saisir son essence et comprendre sa vitalité, il faut partir hors de France, traverser la frontière helvétique et se rendre dans le canton de Fribourg où un collège jésuite existe depuis 1582.

Fribourg, terre de la Contre-Révolution

Aux portes de l'espace linguistique germanique, Fribourg incarne un refuge de la catholicité et de la romanité. C'est à Fribourg que réside l'évêque de Lausanne, prenant le titre de Genève en 1821. Dépendant directement du Saint-Siège, le diocèse accueille de solides réseaux romains du catholicisme intransigeant au rayonnement international.[2] Des foyers de réflexion s'y sont installés avec notamment les rencontres préparatoires à l'encyclique *Rerum Novarum*, menées dans le cadre de l'Union de Fribourg (1884–1891), et la fondation en 1889 d'une université catholique.[3] Capitale de la pensée catholique sociale, Fribourg constitue un carrefour des diverses composantes qui l'anime. On y croise à la fin du siècle aussi bien des représentants du réformisme social catholique (Jean Bruhnes et Max Turmann) que des tenants de la monarchie catholique (La Tour du Pin et Louis de Lœwenstein). Pour ces derniers, Fribourg est depuis longtemps une terre de refuge pour les «blancs» et les contre-révolutionnaires. De nombreux émigrés français s'y sont exilé entre 1789 et 1815 et y ont développé une intense activité de propagande et d'opposition.[4] Rétablie en 1814, la Compagnie de Jésus ouvre quatre ans plus tard le collège Saint-Michel, du nom de l'archange menant le combat contre le démon, puis fonde en 1824 un pensionnat pour les élèves affluant de l'Europe catholique qui est inauguré en 1827.[5] Le succès est au rendez-vous puisque, l'année suivante, le ministère Martignac concède aux libéraux français l'interdiction d'enseigner aux membres des congrégations non autorisées. Dans un climat de fort antijésuitisme, les pères sont les premiers

[2] Emiel Lamberts (ed.), The Black International. L'Internationale noire (1870–1878), Leuven 2002.

[3] Roland Ruffieux, Le Mouvement chrétien-social en Suisse romande (1891–1949), Fribourg 1969; Roland Ruffieux (dir.), Histoire de l'Université de Fribourg en Suisse (1889–1989), Fribourg 1991–1992; Guy Bedouelle, De l'influence réelle de l'Union de Fribourg sur l'encyclique Rerum Novarum et Philippe Chenaux, Les origines de l'Union de Fribourg, dans: Rerum novarum. Ecriture, contenu et réception d'une encyclique, Rome 1997, 241–254 et 255–266; Francis Python, Les singularités d'une «citadelle catholique», dans: Francis Python (dir.), Fribourg. Une ville aux XIX° et XX° siècles, Fribourg 2007, 386–399.

[4] Georges Andrey, Les Emigrés français dans le canton de Fribourg (1789–1815). Effectifs, activités, portraits, Neuchâtel 1972; Marius Michaud, La Contre-Révolution dans le canton de Fribourg (1789–1815), Fribourg 1978.

[5] Auguste Schorderet, Le collège Saint-Michel, dans: Annales Fribourgeoises, mars-avril 1918, 49–90; Collège de Fribourg (1818–1847) et Pensionnat Fribourg (1827–1847), dans: Helvetia Sacra, volume VII, 534–553 et 554–551.

visés.[6] Considérés comme des agents secrets des Bourbons et de Rome pour les uns ou comme victimes expiatoires pour les autres, ils doivent fermer les établissements qu'ils avaient ouverts sur le territoire national depuis une dizaine d'années, devenus de véritables pépinières de contre-révolutionnaires.[7] Ils traversent alors les frontières et réinstallent des collèges d'exil comme celui du Passage près de Saint-Sébastien en Espagne. Contribuant à l'union des légitimistes de France et des carlistes d'Espagne, ce dernier doit fermer en 1834 dans le contexte de la nouvelle expulsion des jésuites espagnols avant d'être transféré à Brugelette près de Liège en Belgique. Mais c'est à Fribourg que le repli est le plus massif. Les familles attachées à la légitimité savent combien les pères soutiennent les héritiers de la couronne, fidèles à une théologie politique d'alliance du trône et de l'autel. Ils sont pour elles les garants d'une éducation fondée sur la fidélité et la soumission au roi et au pape, soucieuse d'un enseignement de tradition aux accents de culture antique et de rhétorique latine.[8] Ils sont surtout installés en lieu sûr, en terre fribourgeoise, là où la contre-révolution constitue un terreau «naturel» et rayonne sur toute l'Europe dynastique. Le pensionnat de Fribourg devient une terre d'accueil pour de nombreux élèves français mais aussi espagnols qui ne peuvent aller jusqu'en Belgique. Malgré une sélection rigoureuse, il devient urgent d'ouvrir un établissement pour les plus jeunes. En 1836, une annexe est inaugurée à Estavayer au bord du lac de Neuchâtel. Cet exil de jeunes élèves issus des familles les plus contre-révolutionnaires en Europe durera vingt ans. En effet, la situation de la Compagnie se dégrade dans plusieurs cantons. On leur attribue notamment la responsabilité des troubles du Valais en 1844 et leur rappel dans le canton de Lucerne inquiète les radicaux. La mobilisation puis la guerre du Sonderbund s'achève en défaite en 1847.[9] Fribourg tombe aux mains des fédérés le 14 novembre. Le lendemain, un décret ordonne l'expulsion des jésuites de la Suisse qui seront interdits par la constitution de

6 Philippe Boutry, Edgar Quinet et le mythe jésuite en 1843: nova et vetera, dans: Pierre-Antoine Fabre/Catherine Maire (dir.), Les Antijésuites. Discours, figures et lieux de l'antijésuitisme à l'époque moderne, Rennes 2010, 91–135.

7 Dominique Avon/Philippe Rocher, Les Jésuites et la société française (XIX°–XX° siècles), Toulouse 2004, 17–48.

8 Notice sur le pensionnat dirigé par les RR.PP. de la Compagnie de Jésus à Fribourg en Suisse, Fribourg 1839; Ashe Kathleen, The Jesuit Academy (Pensionnat) of Saint Michel in Fribourg (1827–1847), Fribourg 1971.

9 Sur la guerre du Sonderbund: Heidi Bossard-Borner, Zwischen Sonderbund und Kulturkampf: Zur Lage der Besiegten im Bundesstaat von 1848, Luzern/Stuttgart 1981; Olivier Fatio... (dir.), Histoire du christianisme en Suisse, Fribourg/Genève 1995, 210–212; Marco Jorio, «Wider den Pakt mit dem Teufel»: Reaktion und Gegenwehr der Konservativen et Carlo Moos, «Im Hochland fiel der erste Schuss»: Bemerkungen zu Sonderbund und Sonderbundskrieg, dans: Thomas Hildbrand/Albert Tanner (Hg), Im Zeichen der Revolution: Der Weg zum schweizerischen Bundesstaat (1798–1848), Zürich 1997, 139–160 et 161–177; Heidi Bossard-Borner, Village quarrels and national controversies: Switzerland, dans: Christopher Clark/Wolfram Kaiser (ed.), Culture Wars. Secular-Catholic Conflicts in Nineteenth-Century Europe, Cambridge 2003, 255–284; Pierre du Bois, La guerre du Sonderbund. La Suisse de 1847, Paris 2003.

1848.[10] Le pensionnat et le collège sont pillés. Les élèves doivent fuir en toute hâte sous la protection de l'ambassadeur de France. Secrétaire à l'ambassade, le jeune Alphonse de Virieu, ancien pensionnaire, organise l'exode pour les élèves de la région lyonnaise et du Midi. C'en est donc fini du pensionnat de Fribourg. Vingt ans d'exil et de jeunesse qui ont forgé l'idéal politique de plusieurs générations d'élèves, devenus pour la plupart des notables catholiques et monarchistes qui enverront leurs fils dans les nouveaux collèges de la Compagnie, désormais autorisés par la loi Falloux, à l'image de ceux d'Avignon (1850) et de Mongré (1852). Mais tous ceux qui sont passés par Fribourg en font leur école de la fidélité et la fraternité. Qui et combien étaient-ils? D'où venaient-ils? Une rapide sociographie des élèves du pensionnat permettra de brosser un portrait collectif de ces futurs «blancs» qui s'engageront dans la cause catholique et monarchiste contre la République.

Le vivier de Fribourg

Cette esquisse sociologique des élèves de Fribourg demeure possible grâce à l'exploitation des renseignements fournis dans un livre d'or dont l'édition la plus étoffée date de 1889.[11] Chaque notice comprend la date et le lieu de naissance ainsi que des éléments biographiques succincts. Ce sont donc près de 2.000 élèves (1.965) qui se sont succédé au pensionnat fribourgeois durant vingt ans, abritant jusqu'à 400 internes au plus fort de son attraction entre 1834 et 1839. Ceux-ci se regroupent en vingt-quatre nationalités. Lors de la venue du nonce Alexandre Macioti en 1846, il est salué par treize élèves de nationalités différentes et se montre particulièrement frappé par la fraternité qui les unit.[12] C'est dire le caractère international de cet établissement jésuite en exil, appartenant à la province de Germanie Supérieure de la Compagnie. De ce fait, si les élèves du cru sont en nombre important avec 218 suisses et 150 allemands (18%), le contingent français domine très largement en représentant plus des deux tiers des élèves (68%, soit 1.344). Le reste des pensionnaires provient des grandes monarchies européennes comme l'Italie et la Belgique puis l'Espagne et la Pologne, enfin les Pays-Bas et l'Angleterre. Ce recrutement cosmopolite s'appuie largement sur un vivier de familles fortement attachées dans leur pays au service de la monarchie et de l'Eglise. Ainsi, les milieux fribourgeois de la contre-révolution envoient dans ce pensionnat jésuite plusieurs de leurs fils, à l'image de Roger et

[10] Le Sonderbund et ses conséquences religieuses à l'échelle cantonale: Francis Python, Mgr Etienne Marilley et son clergé à Fribourg au temps du Sonderbund (1846–1856): intervention politique et défense religieuse, Fribourg 1987; Heidi Bossard-Borner, Im Spannungs-+feld von Politik und Religion. Der Kanton Luzern 1831 bis 1875, Basel 2008.

[11] Livre d'or des élèves du pensionnat de Fribourg en Suisse (1827–1847). Nouvelle édition, Montpellier 1889. Pour un bref profil des élèves: Kathleen, The Jesuit Academy (voir note 9), 128–133.

[12] «Fribourg», Pierre Delattre, Les Etablissements des jésuites en France depuis quatre siècles, tome 2, Enghien-Wettern 1950, 622–630.

Ignace de Boccard, des comtes de Diesbach ou des cousins de Reynold, Pierre devenant officier dans l'armée du Sonderbund et Auguste capitaine dans celle du Saint-Siège.[13] Parmi les élèves d'origine germanique, la condition noble permet à plusieurs d'entre eux d'exercer des fonctions au sein de la cour des princes allemands. Le comte Charles de Leiningen-Billigheim intègrera l'entourage du grand duc de Bade au titre de maréchal de cour. Quant à Louis de Holstein, après avoir passé sept ans au pensionnat, il embrassera la carrière militaire puis deviendra chambellan du roi de Bavière. Parmi ses condisciples bavarois, Théodore de Fugger-Glött porte l'épée dans l'armée chargée de combattre les révolutionnaires de 1848 tandis que son cousin Eberhard de Fugger-Blumenthal s'est engagé comme officier au service de Pie IX. Quant au baron Guillaume de Hornstein, il ne rejoindra pas son Wurtemberg natal mais la cour d'Autriche en devenant le conseiller intime de l'empereur. Un itinéraire semblable est promis aux élèves d'origine espagnole comme le marquis Joseph de Monistrol. Après sept années passées à Fribourg, il rejoint la cour d'Isabelle II comme grand d'Espagne. Parmi les collégiens originaires des Etats italiens, on retrouve les héritiers de familles illustres comme ceux de la branche génoise des Giustiniani ou turinoise des Cavour. Ainsi, les deux frères Auguste et Aynard, comtes de Cavour, neveux du célèbre piémontais, ont rejoint Fribourg pendant trois à quatre ans vers 1840. Quant aux élèves belges, bon nombre s'engageront dans la défense des états pontificaux. Côté anglais, des fils de familles catholiques seront également accueillis comme le futur général Henri Clifford, frère de l'évêque et du jésuite ou les représentants de la famille Weld. Celle-ci a d'ailleurs accueilli Charles X dans son exil après son départ de Cherbourg en 1830. La culture monarchique européenne est donc bien présente quelle que soit la nationalité des élèves du pensionnat de Fribourg.

Pour ceux qui viennent de France, elle en est même le ciment. La géographie du recrutement des élèves résulte largement de l'influence exercée par les 180 pères de Fribourg dont la moitié sont des religieux français. Les familles sur lesquelles s'étaient appuyés leur rétablissement en 1814 et leur retour progressif en France, n'ont pas hésité à leur confier un ou plusieurs fils dans leur exil. Incarnant la tradition et la fidélité, le pensionnat de Fribourg est alors considéré comme l'élite des collèges. On y vient de presque tous les départements français (73). Mais cependant, la plupart des élèves appartiennent à la même clientèle qui fréquentait auparavant les collèges jésuites du Sud-Est de la France, en particulier les établissements de Lyon et d'Avignon. Les espaces d'attraction mettent en relief la partie orientale de la France légitimiste avec les bastions de la Provence, du Lyonnais et du Forez. Ainsi, près de 12 % des élèves proviennent des Bouches-du-Rhône (156), 10 % du Rhône (131) et 6 % de la Loire (80). Les départements limitrophes du Var (55) et du Vaucluse (36) sont bien représentés comme ceux de la Saône-et-Loire (43) et de l'Ain (24). Les terres de l'Est com-

[13] Michaud, La Contre-Révolution (voir note 4).

me la Franche-Comté et l'Alsace figurent également en bonne place. Leur proximité frontalière amène de nombreux élèves originaires du Doubs (78) et du Jura (28), du Bas-Rhin (43) et du Haut-Rhin (53). Si Paris (73) représente encore un contingent non-négligeable, les espaces catholiques du Nord et de l'Ouest ne recrutent guère malgré la présence d'une dizaine d'élèves, nantais ou angevins, ceci pouvant s'expliquer en partie par l'éloignement de Fribourg et la proximité des collèges anglais et belges.

A cette communauté des origines, s'ajoute celle des âges dans la mesure où plus de la moitié des élèves sont nés entre 1817 et 1827, atteignant le bel âge de 60 ans à l'heure où la République deviendra véritablement républicaine. Si la plupart d'entre eux arrivent au pensionnat à 11 ans, les plus jeunes à 7 ans, la durée de leur séjour demeure longue, quatre à sept années, favorisant l'éclosion d'un sentiment de fraternité au sein d'une même génération. D'extraction noble dans un cas sur deux, celle-ci exercera son magistère dans les secteurs traditionnels de réinsertion de la noblesse au sein de la société française, à savoir l'armée et le clergé mais également le service de l'Etat avec des carrières politiques, administratives et judiciaires, enfin plus modestement dans l'agriculture et l'industrie.[14] Cette génération de notables, façonnés par les pères français de la Compagnie de Jésus en exil, héritiers d'une même culture politique «blanche» et contre-révolutionnaire, n'aura donc pas sombré dans la dispersion et le déclassement. Bien au contraire, forte d'une expérience de vie communautaire et internationale, elle saura pénétrer les principaux rouages des institutions de l'Etat et de l'Eglise, durant une trentaine d'années entre 1850 et 1880. C'est dire combien l'influence de ces élites qui ont été fabriquées à Fribourg, n'est pas mince. Elles ont pu servir aussi bien de modèle que de repoussoir, allant jusqu'à incarner le péril monarchiste et clérical stigmatisé par Michelet et Gambetta. Par conséquent, un rapide portrait de quelques-unes de ces personnalités permettra de prendre la mesure de leur attractivité et de leur surface sociale au temps de leur apogée sous le Second Empire et l'Ordre Moral.

Des icônes «blanches» de la Contre-Révolution

Pour de nombreux élèves de Fribourg, la cause monarchiste fut celle qui anima leur vie et donna sens à tous leurs engagements. Si quelques anciens pensionnaires français se sont retrouvés en fonction dans des cours étrangères comme Octavien de Quinsonas au service du roi de Piémont ou Rodolphe de Montgelas émigré auprès du roi de Bavière, l'attachement aux Bourbons demeure un devoir. Le comte de Chambord s'impose à eux comme le seul héritier légitime. Installé depuis 1851 à Frohsdorf, il réactive la branche légitimiste face à l'irrévérence de

[14] Livre d'or des élèves (voir note 11), 367–368.

Napoléon III envers le Saint-Siège.[15] Les anciens du collège fribourgeois lui vouent alors un véritable culte. Certains n'hésitent pas à se mettre à son service. A Marseille, la cause du prétendant mobilise les personnalités monarchistes passées par Fribourg. La famille de Damas est de celle-là. Ils sont d'ailleurs six frères à y avoir été envoyés. Leur esprit de fidélité est un héritage de leur père qui a été le gouverneur du duc de Bordeaux. Maxence se souvient avoir été son compagnon de jeux. Au sortir du collège, il consacre sa vie au service de son ami d'enfance en exil durant une trentaine d'années et revient à son chevet en 1883. Quant à deux de ses frères, Amédée et Charles, ils entreront dans la Compagnie de Jésus. Autre grand nom de l'armorial de Provence, la famille de Foresta s'est voulu également proche du prétendant. Après son séjour fribourgeois, Maxence est conduit par son père Joseph auprès du comte de Chambord, devenant un de ses conseillers les plus intimes. Plus tard, il est à la tête de toutes les œuvres légitimistes de Marseille, soutenu par ses amis monarchistes le magistrat Alfred Rostan d'Ancezune, le négociant Balthazard Benausse et l'avocat Charles Teisseire, tous fribourgeois.[16] Les anciens du pensionnat sont aussi installés ailleurs en Provence. Certains incarnent les «blancs» du Var comme Stanislas de Blacas d'Aups.[17] A peine sorti du pensionnat, ce dernier s'enrôle dans l'armée de Don Carlos puis part à Frohsdorf pour devenir un conseiller intime du prétendant, travaillant aux missions les plus délicates comme la préparation du séjour royal en France en novembre 1873 ou la longue agonie dix ans plus tard. Toujours dans le Var, les noms d'anciens fribourgeois comme Raymond de Villeneuve-Bargemon et d'Eugène Gavoty annoncent les futurs responsables de l'agrarisme provençal conservateur des années 1880.[18] Terre de fidélité, le Comtat regroupe également des tenants de la monarchie parmi lesquels d'anciens élèves de Fribourg comme l'aventurier Gaston de Raousset-Boulbon en Avignon ou le propriétaire Charles de Jocas à Carpentras.

En Lyonnais, le comte de Chambord reçoit un semblable soutien de ceux qui sont passés par Fribourg. Ils sont d'ailleurs les principaux organisateurs du parti légitimiste dans la région. L'avocat Lucien Brun, sénateur inamovible, en est une des principales figures.[19] Il est aussi celui qui s'emploie à convaincre le comte de Chambord de revenir sur le trône de France durant l'année 1873. Autour de lui,

[15] Philippe Levillain, De Coblence à Frohsdorf: les lieux de l'émigration royaliste au XIX° siècle, dans: L'Emigration politique en Europe aux XIX° et XX° siècles, Rome 1991, 161–169.

[16] Gérard Gaudin, Le Royalisme dans les Bouches-du-Rhône (1876–1927). De la fidélité à l'idéologie: contribution à l'étude des «Blancs» du Midi, thèse de doctorat d'Etat, Université Aix-Marseille I, 1978.

[17] Bruno Dumons, Les «blancs» du Var. Des pratiques politiques inexplorées (1850–1930), dans: Parlement(s). Revue d'histoire politique, «Vie et pratiques politiques en terres méditerranéennes», 2011, numéro spécial n° 7, 29–41.

[18] Bruno Dumons, «Blancs de Provence». Zouaves pontificaux et notables agrariens dans le Var (1870–1940), dans: Provence Historique, n° 225 (juillet-septembre 2006), 281–302.

[19] Gersende Le Jariel, Lucien Brun ou le légitimisme absolu (1822–1898), thèse de doctorat, Université Lyon III, 2000.

se distinguent le négociant en orfèvrerie religieuse Noël Le Mire qui a dirigé sous l'Empire le mouvement de la fidélité à Lyon, recevant toute la confiance du prétendant, et surtout le grand notable agrarien Gabriel de Saint-Victor.[20] Petit-fils d'une victime du Siège de Lyon, il pérégrine entre Rome et Froshdorf jusqu'à devenir un attaché politique du roi.[21] Revenu sur ses terres, il accède à la députation en 1871, se marie en 1878 à la fille d'un garde du corps de Louis XVIII et coordonne les réseaux légitimistes de la région en lien direct avec le prétendant qu'il rencontre chaque année depuis 1867. Après 1883, il continuera à faire annuellement le pèlerinage de Frohsdorf chaque 24 août. Cette fidélité le conduira à devenir le représentant français de la cause carliste grâce à la confiance que lui accorde le duc de Madrid, l'époux de Marguerite de Bourbon-Parme, fille de Louise de France, qui le recevront régulièrement dans leur exil de Viareggio.[22] En reconnaissance de sa fidélité, de nombreuses têtes couronnées feront parvenir à sa veuve des témoignages de soutien et d'affection lors de son décès en 1893.[23] A Lyon, s'activent également d'autres condisciples fribourgeois comme le propriétaire Cyrille de Nolhac et le courtier Vincent Poidebard dont les fils respectifs, Stanislas et Alexandre, porteront l'étendard de la fidélité comme avocats et juristes aux Facultés Catholiques. Dans une moindre mesure, la bourgeoise lyonnaise des affaires a envoyé à Fribourg quelques-uns de leurs fils, revenus conquis à la cause monarchiste comme Henri Gourd ou Adrien Meaudre.[24] Celle du Forez aura même été davantage marquée par cet héritage, notamment chez les rubaniers stéphanois, Christophe et Ferdinand Balaÿ, et les sidérurgistes de Saint-Chamond, Antoine et Henri Neyrand.[25]

Ailleurs, le service auprès du dernier des Bourbons a également mobilisé des anciens de Fribourg. A Besançon, Ferdinand Chifflet fonde journaux et œuvres qui lui vaudront l'admiration du prétendant.[26] Dans l'Ouest, Charles Clouet et

[20] Gilbert Garrier, L'Union du Sud-Est des syndicats agricoles avant 1914, dans: Le Mouvement Social, n° 67, (avril-juin 1969), 17–38; Bruno Dumons, Réseaux identitaires et élites agrariennes. Les administrateurs de l'Union du Sud-Est des Syndicats Agricoles (1888–1940), dans: Pierre Cornu/Jean-Luc Mayaud (dir.), Au nom de la terre. Agrarisme et agrariens en France et en Europe du XIX° siècle à nos jours, Paris 2007, 235–255.

[21] Esquisse biographique de Gabriel de Saint-Victor, Lyon 1893; Bruno Dumons, Des «blancs» de France à Frohsdorf. Voyages et pèlerinages politiques, Colloque «Politiques du pèlerinage», EA Gerhico-Cerhilim, Universités de Poitiers et de Limoges, Limoges, 14 octobre 2011, (à paraître).

[22] El Correo Español, 20 mars 1893: Gabriel de Saint-Victor, Lyon 1894, 37–39.

[23] Ibid., 76–94.

[24] Pierre Cayez/Serge Chassagne, Les Patrons du Second Empire, volume 10: Lyon et le Lyonnais, Paris 2007.

[25] Nicole Verney-Carron, Le Ruban et l'acier. Les élites stéphanoises au XIX° siècle, Saint-Etienne 1999; Gérard-Michel Thermeau, Les Patrons du Second Empire, volume 11: Loire, Saint-Etienne, Paris 2010.

[26] Roger Marlin, Un journal légitimiste de province sous la Seconde République: l'Union franc-comtoise, dans: Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine, (janvier-mars 1955), 67–75; Claude-Isabelle Brelot, La Noblesse réinventée. Nobles de Franche-Comté de 1814 à 1870, 2 volumes, Paris 1992, 553–554.

Honoré de Cathelineau, frère d'Henri, dont le nom résonne encore du combat vendéen, s'emploient à entretenir le culte de la fidélité à la personne royale. D'autres y sont directement attachés. Ainsi, le fils de famille nantais Alfred Huet du Pavillon exerce jusqu'à la fin sa fonction de secrétaire du roi à Frohsdorf. Quant à Raymond de Nicolaÿ, le frère de Charles qui présidera les comités catholiques, il sert d'émissaire ou de représentant royal dans des opérations délicates tandis que le toulousain Philippe de Montbel rejoint à la fin de sa scolarité la cour en exil tout comme le mayennais Charles Rondeau.[27] Les élèves de Fribourg ont donc été nombreux à servir la cause des Bourbons en exil. Le prétendant en est conscient, allant jusqu'à considérer Fribourg comme «*la pépinière de la fidélité*»[28].

La défense du pape est l'autre grande cause pour laquelle les anciens de Fribourg se mobilisent. Certains d'entre eux n'hésitent pas à s'engager dès 1861 dans l'armée des zouaves chargés de défendre les Etats pontificaux. Se sont notamment illustrés dans cet engagement volontaire pour Pie IX, le forézien Ludovic de Becdelièvre, le marseillais Roger de Ruffo-Bonneval et le rouennais Félix Caumont. De son côté, après avoir livré bataille à Castelfidardo et été fait prisonnier, le rémois Louis de Müller quitte l'uniforme de zouave pour endosser la bure de Saint-François. Cette fidélité à l'Eglise et au Saint-Siège, hérité de l'éducation des pères jésuites, semble supplanter progressivement celle qui s'attache au dernier des Bourbons dont le décès provoque l'extinction de la branche. La personne du Souverain Pontife apparaît désormais comme l'autre roi légitime à la place des Orléans. En 1888, Lucien Brun reçoit les plus grands éloges de Léon XIII qui devient sa cause principale. Son ami Gabriel de Saint-Victor fait lui aussi preuve de fidélité à la personne du pape, faisant très régulièrement le pèlerinage dans la ville éternelle au point qu'il y décèdera en 1893. Cet attachement à l'Eglise de Rome a d'ailleurs conduit un certain nombre d'élèves de Fribourg à entrer dans la Compagnie de Jésus ou à embrasser la vocation d'homme d'œuvres. Parmi eux, se distinguent le père Henri Ramière et Eugène de Marin de Carranrais. Originaire de Toulouse, le premier est connu pour avoir promu en 1861 l'Apostolat de la Prière qui reçut un appui officiel du pape. Le second s'est toujours efforcé depuis son retour à Marseille d'agir en serviteur de la catholicité et de la romanité, organisant sur la ville le Denier de Saint-Pierre et défendant le principe de l'infaillibilité. Sur ce modèle, René de Saint-Exupéry passera lui aussi sa vie à défendre l'Eglise et le Saint-Siège depuis sa Dordogne natale. Finalement, nombreux sont les anciens élèves du pensionnat de Fribourg à avoir embrasser la défense de la monarchie et de l'Eglise. La force de ce combat politique résulte directement de la vitalité d'une culture et d'une mémoire entretenue au

[27] Michel Denis, Les Royalistes de la Mayenne et le monde moderne (XIX°–XX° siècles), Paris 1977; Daniel Moulinet, Laïcat catholique et société française. Les comités catholiques (1870–1905), Paris 2008.

[28] Gabriel de Saint-Victor, Lyon 1894, 84; Henri, comte de Chambord, Journal (1846–1883). Carnets Inédits, Paris 2009.

sein d'une réelle fraternité que partagent ces anciens élèves. Les banquets annuels qu'ils auront organisés durant un demi-siècle, viseront à l'entretenir et à perpétuer en son sein l'esprit de la fidélité et la légitimité.

Les banquets du Reminiscere

Une fois la dispersion effectuée en 1847, les pères de la Compagnie profitent de l'opportunité de la loi Falloux pour rouvrir des collèges en France, notamment en Avignon et près de Lyon avec en particulier Notre-Dame de Mongré qui prendra la suite de Fribourg dans la fabrication des élites régionales du catholicisme intransigeant.[29] En cette même année 1852, trois anciens élèves revenus à Lyon décident d'instaurer un banquet annuel pour consolider une fraternisation internationale et se remémorer le temps passé en exil. Avec ses amis Louis de Lacroix-Laval et Auguste de Saint-Priest, Noël Le Mire mobilise ses talents de publiciste pour mettre sur pied une réunion annuelle des anciens élèves de Fribourg à l'occasion du deuxième de dimanche de Carême. Ces banquets du souvenir prendront le nom de *Reminiscere*, du premier mot de l'introït qui ouvre la messe de ce dimanche. Grâce à son président Eugène Bonnier, grand propriétaire foncier près de Roanne, le banquet de 1852 inaugure une longue série de réunions fribourgeoises au sein desquelles se rassemblent les grands noms du parti «blanc». Le souvenir des années d'exil et de confraternité demeure fort au point que certains proposent de se retrouver au bord de la Sarine. Ainsi, le lillois Antoine de Bailliencourt émet le vœu en 1868 d'un banquet solennel dans le réfectoire de l'ancien pensionnat. Plusieurs se retrouvent donc à ce rendez-vous du souvenir. Ainsi, au mois d'août 1868, le collège Saint-Michel ouvre ses portes durant deux jours à une délégation d'anciens condisciples fribourgeois. Repas et visites se succèdent jusqu'à une réception à l'évêché. Si le voyage à Fribourg est un succès, la formule des banquets annuels demeure cependant mieux adaptée pour pérenniser cette fraternité. A Marseille, elle permet à de vieux Fribourgeois de se retrouver un temps sous la houlette de Romain Benausse et Eugène de Marin de Carranrais, des partisans de la vieille monarchie.

A Lyon, ces banquets sont très actifs au point qu'ils suscitent la création d'une commission chargée de faire le lien entre tous les anciens élèves de Fribourg. Dirigée par les grandes figures du légitimisme lyonnais, Gabriel de Saint-Victor, Lucien Brun et Noël Le Mire, elle compte un trésorier, l'industriel lyonnais Adrien Meaudre, et un patient collecteur d'informations, Louis Pouget, considéré comme le «*bénédictin laïque du pensionnat*» dont le travail aboutira à la constitution d'un livre d'or. En effet, la commission craint un risque de dispersion avec la mort du prétendant. La publication d'une première édition en 1886 et d'une seconde en 1889, augmentée de deux suppléments en 1891 et 1893, a

[29] Un provincial du collège Saint-Joseph d'Avignon aura d'ailleurs cette phrase éclairante: «Avignon commence où Fribourg a fini».

pour but de renforcer le lien fraternel entre tous les anciens élèves encore vivant à l'heure de l'avènement de la République.[30] Une bibliothèque de leurs publications a même été constituée. On y retrouve en particulier certains compte-rendus de banquets tenus à Lyon lors des dernières années.[31]

Quarante ans après leur inauguration, ils ne regroupent plus qu'une trentaine de convives. Déplacé au dimanche du Bon Pasteur, le deuxième après Pâques, celui du 16 avril 1892 comprend vingt-sept invités dans les salons d'un restaurant lyonnais. Autour de leur président Gabriel de Saint-Victor, de Lucien Brun et deux de ses fils, se sont joints quelques fidèles de la région, venus des environs du Forez ou du Charolais.[32] Le seul étranger à avoir fait le déplacement de Lyon est un propriétaire noble du canton de Fribourg. A cette occasion, est rendu un culte pour la mémoire des anciens condisciples disparus au cours de l'année. Cette litanie des défunts renforce le sentiment d'extinction progressive de ce qui fut une armée de combattants au service de la légitimité. Cependant, ils sont encore près de deux cents, installés surtout dans la région lyonnaise mais aussi en Provence, en Suisse et en Espagne, à avoir répondu à la convocation émise l'année précédente, s'excusant de leur absence, donnant par la même occasion de leurs nouvelles et entretenant l'esprit de fraternité.[33] Certains envoient des poèmes ou des chansons composés spécialement pour l'occasion, ravivant ainsi le souvenir de ces moments d'exil passés ensemble au pensionnat. Celui écrit par le publiciste savoyard Antony Dessaix est à la gloire des pères jésuites de Fribourg tandis que celui du grand propriétaire charolais Louis Goin dévoile des sonnets écrits pour ses amis Saint-Victor et Le Mire.[34] Depuis plusieurs années déjà, les banquets annuels résonnent des talents de poètes dont ceux du papetier Victor Goybet ou du courtier Charles Delaval. Le culte du souvenir est ici à son comble grâce à la finesse d'une langue acquise chez les pères. Enfin, la réunion se clôture avec l'évocation traditionnelle de la bénédiction apostolique envoyée par le pape, puis une messe, le lendemain, à l'archevêché ou dans la chapelle des pères jésuites de la rue Sainte-Hélène. L'année suivante, le banquet du 16 avril 1893 suit le même rituel mais la disparition de son président, Gabriel de Saint-Victor, l'âme de ces réunions fribourgeoises, sonne comme le glas de ces rencontres fraternelles. D'ailleurs, les membres de la commission reconnaissent que désormais il est davantage question des défunts que des vivants.[35] Les nécrologies publiées sont l'occasion d'exalter une dernière fois tous ces fils de Fribourg qui sont devenus des catholiques militants tout en restant de

[30] Livre d'or des élèves du pensionnat de Fribourg en Suisse contenant les noms de tous les élèves depuis la fondation 1827 jusqu'à l'expulsion 1847, Montpellier 1886; Livre d'or des élèves du pensionnat de Fribourg en Suisse (1827–1847). Nouvelle édition (voir note 11).

[31] Archives jésuites de la Province de France (Vanves). Il a pu être consulté seulement quelques compte-rendus de banquets annuels pour les années 1892 à 1894.

[32] Compte-rendu du banquet annuel du 24 avril 1892, Lyon 1893, 28.

[33] Ibid., 29–33.

[34] Ibid., 41–44.

[35] Compte-rendu du banquet annuel du 16 avril 1893, Lyon 1894, 28.

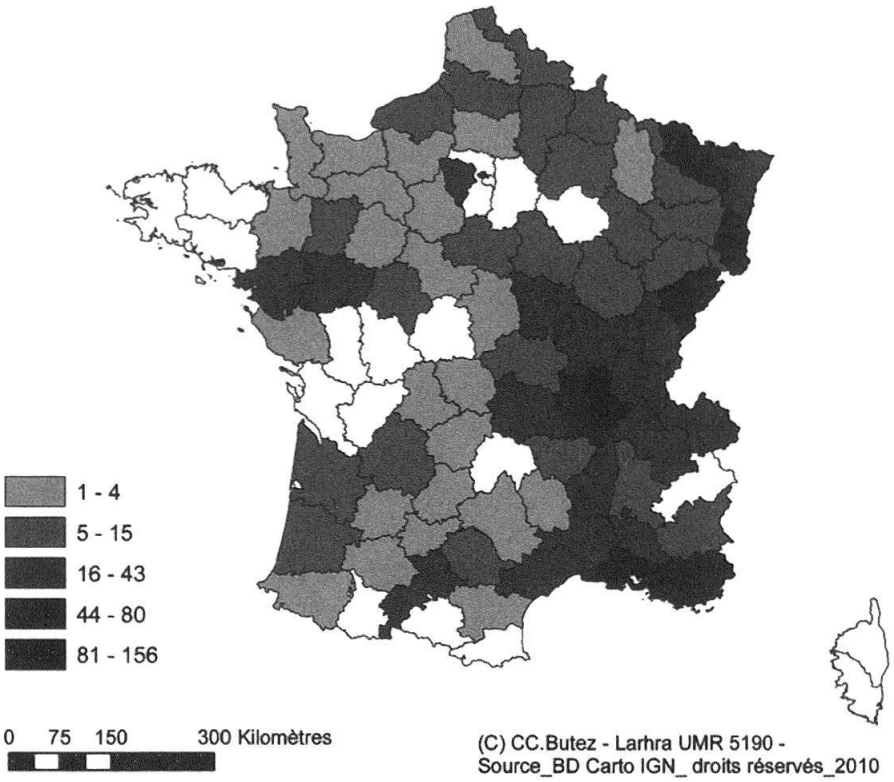
fidèles royalistes. Les banquets suivants poursuivent inlassablement cette litanie mortuaire jusqu'à épuisement des derniers commissaires. Avec le décès de Lucien Brun et de Noël Le Mire en 1898, s'achève la longue série des banquets du souvenir de Fribourg.

A l'heure où la République radicale intensifie sa lutte contre les établissements jésuites aboutissant de nouveau à leur dispersion en 1901, les derniers survivants de l'exil fribourgeois sont donc les héritiers d'une culture politique, pétrie de légitimité et de romanité, qu'ils ont réussi à pérenniser durant un demi-siècle, au sein de réseaux familiaux et amicaux, caractérisés par une forte endogamie en Provence et en Lyonnais. Ainsi, les quatre fils Lucien-Brun incarneront le parti de la légitimité au pied de Fourvière tandis que les patronymes de Benausse et de Rostan d'Ancezune continueront à résonner de l'esprit de la fidélité à l'ombre de Notre-Dame de la Garde.[36] La persistance dans la France du Sud-Est de bastions «blancs», qui feront parfois cause commune avec le mouvement maurrassien, semblerait trouver un élément d'explication dans la vitalité de réseaux cultivant une amitié et une fraternité pour le service d'une cause politique comme celle de la légitimité royale puis pontificale. L'expérience commune d'un exil pour de jeunes garçons, certains âgés de sept ans, façonnés par une culture jésuite d'intransigeance et de tradition, a donc marqué durablement une génération de notables en France. Perpétuant le combat contre-révolutionnaire, beaucoup ont fait le choix d'un engagement radical au service de l'Eglise et du roi, les uns dans les œuvres charitables et les institutions politiques, les autres dans l'armée des zouaves et les cours monarchiques. Fribourg est une de ces pépinières qui a semé les ronces les plus acérées et les plus vivaces contre la République. Des boutures germeront ici ou là, en plein cœur de la France républicaine, en Avignon ou à Mongré. Elles susciteront elles aussi de solides fraternités parmi les propres fils des élèves de Fribourg.[37] La culture politique des «blancs» n'en finit donc pas de mourir au XX° siècle. Une histoire sociale de ces familles permettrait également de rendre compte de cette lente agonie.

[36] Servant la cause de la vieille monarchie à Marseille, Alfred Rostan d'Ancezune sera aussi à l'origine de la constitution de la société propriétaire du nouveau collège Saint-Ignace en 1877.

[37] Porte-parole de la tradition monarchiste à Lyon, l'avocat Charles Jacquier sera le premier président de l'association des anciens élèves de Mongré: Bulletin annuel de l'association amicale des anciens élèves de Notre-Dame de Mongré (1869–1920) et Les Nouvelles de Mongré (1821–1941). Sur le collège Saint-Joseph d'Avignon: Bulletin de l'association des anciens élèves de l'Ecole Libre Saint-Joseph d'Avignon (1876–1910); Bruno Dumons, Fraternités politiques en Provence «blanche». Les anciens élèves du collège jésuite Saint-Joseph d'Avignon (1849–1939), dans: Colloque international «La fraternité en actions (1820–1924)», Ecole Française de Rome, 10 au 12 mai 2012, (à paraître).

Lieux de naissance des élèves français du pensionnat de Fribourg (1827-1847)



Exils jésuites, réseaux romains et mémoires «blanches». La naissance d'une fraternité politique au collège Saint-Michel de Fribourg (1827–1847)

Dans la France de 1889, la famille politique des «blancs» cherche à se distinguer par l'organisation d'assemblées provinciales, véritables «contre-centenaires» de la Révolution, réunissant de nombreux notables toujours attachés au parti de la fidélité. Entre eux, s'est tissée une solide fraternité politique, les conduisant à œuvrer dans de nombreux secteurs d'activité comme le syndicalisme agricole, l'entreprise de presse ou l'enseignement catholique. Ces multiples engagements dans la société française du second XIX° siècle puisent leur source dans une culture de combat acquise lors d'une éducation reçue chez les jésuites. Pour les plus anciens, c'est le passage au collège Saint-Michel de Fribourg entre 1827 et 1847 qui en est le creuset. Il fut le lieu où les élèves se forgèrent une culture politique fondée sur la légitimité et se nouèrent des amitiés indéfectibles renforcées par le sentiment de l'exil. A partir de l'exemple fribourgeois et du culte de la mémoire entretenus par les banquets du *Reminescere*, sont examinés les mécanismes de fabrication d'une fraternité politique «blanche» dont les réseaux s'étendent sur toute l'Europe monarchiste. Le collège de Fribourg aura été une de ces pépinières qui a semé les ronces les plus acérées et les plus vivaces contre la République dont l'histoire épouse celle des cultures politiques «blanches» en Europe au XIX° siècle.

Jesuitisches Exil, römische Netzwerke und «weisse» Erinnerungen. Die Geburt eines politischen Freundschaftsbundes am Kollegium St. Michael in Fribourg (1827–1847)

Im Frankreich des Jahres 1889 wollte die politische Familie der «Weissen» sich durch die Abhaltung von Versammlungen in der Provinz profilieren, eigentliche «Gegen-Feierlichkeiten» zum hundertsten Jahrestag der Revolution, indem sie verschiedene wichtige Persönlichkeiten versammelte, die Monarchie treu geblieben waren. Unter ihnen entwickelte sich ein fester politischer Freundschaftsbund, welche sie dazu bewog, in verschiedenen Sektoren, wie etwa im Bereich landwirtschaftlicher Genossenschaften, in Pressebetrieben oder in der katholischen Erziehung mitzuwirken. Diese vielfältigen Bemühungen innerhalb der französischen Gesellschaft der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts besassen ihre Ursprünge in einer Kultur der Auseinandersetzung, die man sich im Rahmen einer Erziehung bei den Jesuiten angeeignet hatte. Für die ältesten unter diesen Vertretern war es der Gang an das Kollegium St. Michael in Fribourg zwischen 1827 und 1847, welcher sich als Schmelztiegel entpuppte. Es war jener Ort, wo sich die Schüler eine politische Kultur zurechtlegten, die auf «Legitimität» begründet war, und wo sich beständige Freundschaften entwickelten, die durch das Gefühl des Exils bestärkt wurden. Anhand des Freiburger Beispiels und der Erinnerungskultur, die über Remineszens-Versammlungen aufrechterhalten wurde, werden die Mechanismen der Herstellung einer «weissen» politischen Vergemeinschaftung untersucht, deren Netzwerke sich auf das ganze monarchistische Europa erstreckten. Das Freiburger Kollegium wurde zu einer jener Pflanzstätten, welche die schärfsten und lebhaftesten Spitzen gegen die Republik hervorbrachte. Ihre Geschichte vermengt sich mit jener der «weissen» politischen Kulturen im Europa des 19. Jahrhunderts.

Jesuit exiles, Roman Catholic networks and «white» memories. The birth of a political fraternity at the Saint Michel college (1827–1847)

In the France of 1889, the political family known as the «whites» attempted to gain attention by organising provincial assemblies, intended as «anti-celebrations» of the centenary of the French Revolution, and which brought together many notables still faithful to the loyalist party. A solid political fraternity developed which became active in many sectors including agricultural unionism, printing and catholic education. Their numerous commitments within French society during the second half of the 19th century can be traced to a culture of combative engagement acquired from a Jesuit education. For the oldest, the crucible was their time at the Saint Michel college in Fribourg between 1827 and 1847. It was there that students forged a political culture founded on legitimacy and established friendships which proved unfailing and were strengthened by a sense of exile. By examining this Fribourg case, together with the cult of memory maintained by the banquets of the *Reminescere*, it is possible to uncover the mechanisms that produced a «white» political fraternity whose networks extended across the whole of monarchist Europe. The history of the French Republic is intimately bound up with the story of these «white» political movements in the 19th Century. One of the nurseries that spread the sharpest and most perennial thorns in the side of this Republic was the college in Fribourg.

Mots-clés – Schlüsselbegriffe – Keywords
Cultures politiques – politische Kulturen – political cultures; Contre-révolution – Konterrevolution – counter-revoution; Légitimisme – Legitimismus – legitimism; Jésuites – Jesuiten – jesuites; Fribourg – Freiburg i. Ue. – Fribourg.

Bruno Dumons, directeur de recherches CNRS au Laboratoire de Recherche Historique Rhône-Alpes (LARHRA-Lyon-France).